



Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

FAITS SAILLANTS

- ❖ **Standard and Poor's améliore la notation souveraine du Vietnam à BB**
- ❖ **Airbus Helicopters fait de son centre de Subang en Malaisie son centre régional de MRO pour l'Asie du Sud-Est**
- ❖ **La Malaisie et l'Indonésie ont exprimé dans une lettre conjointe leur objection à l'acte délégué relatif à la directive européenne RED II**

REGION

- **Les ministres des finances des pays de l'ASEAN et la Banque asiatique de développement (BAD) ont annoncé le lancement d'un dispositif de financement d'infrastructures vertes**, à l'occasion de la 26^{ème} réunion des ministres des finances de l'ASEAN, qui se tenait à Chiang Rai les 4 et 5 avril. L'*ASEAN Catalytic Green Finance Facility* sera doté de 1 Md USD (dont 75 M USD seront apportés par l'*ASEAN Infrastructure Fund*, 300 M USD par la BAD, 150 M USD par l'AFD et 150 M par la Banque européenne d'investissement) et apportera des facilités de financement ainsi qu'une assistance technique à des projets d'infrastructures dans les domaines des transports durables et des énergies propres. Les ministres ont également discuté de l'intégration régionale des moyens de paiement électronique, ainsi que de l'utilisation de devises locales dans les échanges et les investissements transfrontaliers. Enfin, les ministres des finances ont signé un protocole visant à approfondir la libéralisation des services financiers dans la région.
- **Le FMI a globalement revu à la baisse ses prévisions de croissance pour les pays de l'ASEAN en 2019**. Six des dix pays de l'ASEAN ont vu leur prévision abaissées par rapport à octobre, les mouvements les plus forts concernant la Thaïlande (-0,4 p.p à 3,5 %), la Birmanie (-0,4 p.p à 6,4 %), le Laos (-3 p.p à 6,7 %) et Brunei (-0,3 p.p à 4,8 %). A l'inverse, le FMI a revu à la hausse les prévisions pour l'Indonésie et la Malaisie (+0,1 p.p à respectivement 5,2 % et 4,7 %). Les prévisions du Cambodge et du Vietnam sont restées inchangées à respectivement 6,8 % et 6,5 %. Ces révisions s'inscrivent dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale, notamment lié aux tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis et aux répercussions potentielles que pourrait avoir le Brexit.

	2019		2020	
	Prév. oct. 2018	Prév. avril 2019	Prév. oct. 2018	Prév. avril 2019
Birmanie	6,8 %	6,4 %	7,0 %	6,6 %
Brunei	5,1 %	4,8 %	4,3 %	6,6 %
Cambodge	6,8 %	6,8 %	6,5 %	6,7 %
Indonésie	5,1 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %
Laos	7,0 %	6,7 %	7,0 %	6,8 %
Malaisie	4,6 %	4,7 %	4,8 %	4,8 %
Philippines	6,6 %	6,5 %	6,6 %	6,6 %
Singapour	2,5 %	2,3 %	2,7 %	2,4 %
Thaïlande	3,9 %	3,5 %	3,7 %	3,5 %
Vietnam	6,5 %	6,5 %	6,5 %	6,5 %

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2019

INDONÉSIE

- **Le Président indonésien Joko Widodo et le Premier ministre malaisien Mahathir ont signé une lettre conjointe adressée aux présidents du Conseil et du Parlement européens exprimant leur objection à l'Acte délégué relatif à la nouvelle directive sur les énergies renouvelables (RED II).** Ce texte prévoit une élimination progressive de la comptabilisation des biocarburants produits à partir de cultures présentant un risque élevé d'induire des changements indirects dans l'affectation des sols. A ce stade, l'Union européenne considère que seule l'huile de palme est concernée. L'Indonésie et la Malaisie, qui produisent 85 % de l'huile de palme mondiale, jugent la mesure discriminatoire. Ils ont annoncé des mesures de rétorsion et préparent un recours auprès de l'OMC en cas d'adoption définitive du texte.
- **L'entreprise publique pétro-gazière Pertamina a annoncé la découverte de nouvelles réserves d'hydrocarbures** à Riau (Sumatra), Subang (Java-Ouest) et Toli (Sulawesi). Les ressources de ces gisements sont évaluées à 500 millions de barils de pétrole pour Riau et à 15 millions de barils équivalent pétrole (bep) pour Subang. Les réserves de gaz découvertes en Sulawesi n'ont pas encore été estimées. Plus tôt cette année, l'autorité de régulation des opérations pétrolières et gazières (SKK Migas) avait aussi annoncé la découverte de réserves de gaz estimées à 350 millions bep au sud de Sumatra.
- **Le Président Joko Widodo a apporté son soutien à la proposition de fermer au public l'île touristique de Komodo.** L'île pourrait fermer à partir de 2020 dans un effort de préservation initié par les autorités locales tandis que les autres îles de l'archipel de Komodo demeureront ouvertes, après la remise d'un rapport d'enquête attendu pour le mois d'août. La ville de Labuan Bajo, sur l'île voisine de Florès, et l'archipel des Komodo font partie des 10 destinations prioritaires (« 10 nouveaux Bali ») désignées par le gouvernement, qui a pour objectif d'attirer 20 millions de touristes étrangers par an.

MALAISIE

- **Le CEO d'Airbus Helicopters Bruno Even a annoncé que son centre de Subang, près de Kuala Lumpur, allait devenir centre régional de maintenance, réparation et révision (MRO) pour l'Asie du Sud-Est.** Ce centre deviendra également centre d'assemblage final et de livraison (20 hélicoptères par an) et disposera d'un second simulateur de formation pour les Dauphin AS365, en plus du simulateur existant pour les H225.
- **L'agence publique MyHSR Corp a lancé un appel d'offres pour désigner un consultant qui devra réviser certains aspects techniques du projet de ligne à grande vitesse Kuala Lumpur-Singapour** (alignement, stations, installations de maintenance, études des sols, études topographiques,...) et étudier les options de réduction des coûts avant la fin de la période de suspension du projet (31 mai 2020). Pour mémoire, Singapour avait accepté en septembre 2018 la suspension et le report du projet demandés par les nouvelles autorités malaisiennes, dans leur souci de maîtrise des finances publiques. Le projet devrait reprendre en mai 2020 et la ligne être opérationnelle en 2031.
- **Les autorités fiscales malaisiennes mettront en place une taxe de 6 % sur les services offerts par les fournisseurs de service numérique étrangers** à compter du 1^{er} janvier 2020, avec un seuil de 500 000 MYR (environ 121 000 USD). Cette mesure devrait permettre de rétablir l'égalité de traitement entre les

fournisseurs de service numérique locaux et étrangers. Les fournisseurs étrangers devront s'enregistrer auprès du Royal Malaysian Customs Department entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre prochains pour faciliter la collecte de cette taxe.

SINGAPOUR

- **Le développeur immobilier *City Development Limited (CDL)* a obtenu deux « prêts verts »,** l'un auprès de la banque singapourienne *DBS* (prêt de 400 M SGD, soit 295 M USD, d'une durée de 3 ans), l'autre auprès de *HSBC* (100 M SGD, soit environ 74 M USD, durée de 2 ans). La société est la première à Singapour à utiliser ce type d'outil pour financer la construction de nouveaux projets immobiliers. Ces projets sont cohérents avec les principes applicables aux prêts verts approuvés en 2018 à l'échelle internationale par la *Loan Syndications and Trading Association*, la *Loan Market Association* et l'*Asia Pacific Loan Market Association*. En 2017, *CDL* avait levé 100 M SGD en émettant des obligations vertes, pour améliorer l'efficacité énergétique et la consommation en eau de ses bureaux.
- **L'agence maritime et portuaire de Singapour (MPA) a dévoilé plusieurs initiatives visant à favoriser l'innovation dans le secteur maritime,** à l'occasion de la *Singapore Maritime Week*. MPA a ainsi annoncé le lancement d'un laboratoire visant à promouvoir la numérisation des services proposés à l'industrie, comprenant notamment un projet de surveillance du trafic maritime de nouvelle génération *via* l'échange de données entre les autorités et les navires (*Next Generation Vessel Traffic Management System Lab*, 9,9 M SGD, soit environ 7 M USD), un programme de développement et d'essai d'assistance au pilotage à distance, plusieurs projets de navires autonomes, ainsi qu'un *data hub* maritime.
- **L'entreprise américaine *ExxonMobil* a annoncé d'importants investissements de plusieurs milliards de dollars dans le domaine de l'industrie pétro-chimique à Singapour.** Ces investissements devraient permettre à *ExxonMobil* d'accroître ses capacités de production de résines pour adhésifs et de caoutchouc de synthèse pour les pneus. L'entreprise a également indiqué son intention d'investir dans l'ajout de nouvelles capacités de production de carburant à faible contenu en soufre sur l'île de Jurong.

VIETNAM

- ***Standard and Poor's* a relevé la notation souveraine du Vietnam de BB- à BB, avec perspectives stables,** saluant les réformes menées par le gouvernement pour améliorer le cadre institutionnel et le rythme soutenu de la croissance. Selon les analystes de *S&P*, le rythme de croissance devrait se maintenir à moyen terme. Pour rappel, *Moody's* avait relevé la notation souveraine du Vietnam en août 2018 (Ba3) tandis que *Fitch* l'avait relevée en mai 2018 (BB).
- **L'entreprise française *FM Logistic* a inauguré le chantier de son entrepôt et centre de distribution (30 M USD d'investissement, à proximité de Hanoi) destiné à exploiter le marché de la logistique externalisée,** en pleine croissance au Vietnam. Une fois achevé, le nouvel établissement multi-clients emploiera environ 300 personnes et fournira 52 000 m² d'espace de stockage pour jusqu'à 70 000 palettes. L'achèvement de la première phase (21 000 m²) est prévu pour le printemps 2020.
- **Le groupe *Viettel* a installé ses premiers équipements de réseau de 5^{ème} génération (réseau 5G) à Hanoi,** en vue du lancement des tests 5G prévus pour mai 2019. *Viettel* souhaite proposer la 5G au Vietnam à partir de 2021 et développe ses propres puces mobiles 5G. Pour les autres opérateurs mobiles vietnamiens, l'enjeu portera sur le choix du fournisseur de puces avec *Huawei*, *Nokia* et *Samsung Electronics* en position de favoris.
- **La ville de Danang a présenté son projet *Smart city* pour 2030 à vision 2045.** La ville allouera sur son budget propre en 2019 et 2020 35 M USD pour développer des infrastructures intelligentes, tandis que 70% des investissements souhaités (92 M USD) seront financés par le secteur privé et l'aide publique au développement.

THAÏLANDE

- **La Banque centrale (BoT) prévoit d'encadrer les crédits automobiles afin de freiner la progression de l'endettement des ménages.** La dette des ménages s'est établie à 78,2 % du PIB fin 2018 en Thaïlande (après 78,0 % fin 2017 et un plus haut à 80,8 % fin 2015), l'un des taux les plus élevés de la région. Pour rappel, la BoT encadre déjà, depuis le 1^{er} avril 2019, de façon plus stricte les crédits hypothécaires (1^{er} poste d'endettement des ménages avec 25 % du total), avec notamment un relèvement du niveau de l'obligation d'apport lors de la souscription à plusieurs crédits simultanés.

PHILIPPINES

- **16,1 % des familles philippines se situaient sous le seuil de pauvreté (contre 22,2 % en 2015) et 6,2 % sous le seuil de pauvreté alimentaire (contre 9,9 % en 2015) au premier semestre 2018,** selon l'autorité statistique philippine. Par mois et pour une famille de 5 personnes, le seuil de pauvreté se situe à 10 481 PHP (environ 200 USD) en 2018, en hausse de 11% par rapport à 2015, et le seuil de pauvreté alimentaire est estimé à 7 337 PHP (140 USD). Le seuil de pauvreté alimentaire est le seuil minimal permettant de subvenir aux besoins nutritionnels, tandis que le seuil de pauvreté couvre également les besoins non-alimentaires (vêtements, carburant, éclairage, logement, etc.).
- **En mars 2019, le taux d'inflation a ralenti pour le cinquième mois consécutif à 3,3 % en glissement annuel, (après +3,8 % en février), soit son niveau le plus bas enregistré depuis janvier 2018.** La réduction de l'inflation est notamment permise par une progression moindre des prix des denrées alimentaires et boissons non-alcoolisées (+3,4 %). A 3,3 %, l'inflation s'inscrit dans l'intervalle-cible de la banque centrale (2 à 4 %). Pour rappel l'inflation avait atteint 5,2 % en 2018.

BIRMANIE

- **Cinq assureurs étrangers ont obtenu une licence provisoire pour délivrer des contrats d'assurances-vie en Birmanie, secteur jusqu'à présent fermé aux entreprises étrangères.** Le ministère du plan et des finances a annoncé début avril que l'assureur anglais *Prudential*, le japonais *Dai-ichi Life*, le hongkongais *AIA*, l'américain *Chubb* et le canadien *Manulife* pourraient enregistrer une filiale étrangère à 100 % dès leur licence définitivement validée.
- **Le ministère du commerce a autorisé pour la première fois quatre sociétés étrangères à exercer en Birmanie des activités de commerce de détail et/ou de gros en tant qu'entreprise étrangère à 100%.** Trois entreprises japonaises, la maison de commerce *Toyota Tsusho*, le groupe pharmaceutique *Otsuka* et *Mycare Unicharm*, ainsi que la maison de commerce suisse *DKSH* ont obtenu leur licence commerciale suite au retrait du secteur de la distribution de la liste des activités restreintes pour les entreprises étrangères par la Myanmar Investment Commission. Le Département du commerce américain a estimé en 2017 le secteur de la distribution de détails birman à environ 10 Mds USD, soit 15% du PIB.

CAMBODGE

- **Le distributeur de meubles français Conforama a signé un accord de partenariat exclusif avec l'entreprise cambodgienne Linda Gold Crucible pour s'implanter au Cambodge dans le cadre d'une joint-venture.** L'entreprise française espère lancer le chantier de son tout premier magasin à Phnom Penh dans un délai de 8 mois et ambitionne d'en ouvrir d'autres dans la capitale, à Siem Reap ou Sihanoukville dans les années à venir. La cérémonie de signature du partenariat s'est déroulée en présence de la vice-Premier ministre cambodgienne Men Sam An et de l'Ambassadrice de France au Laos.
- **Le sucre de palme de Kampong Speu a obtenu le statut d'indication géographique protégée dans l'Union européenne.** Cette certification va lui permettre de bénéficier d'un très haut niveau de protection sur le marché européen. Il s'agit du deuxième produit agricole cambodgien à bénéficier de ce label après le poivre de Kampot en 2016.

- **Le gouvernement prévoit d'introduire de nouvelles mesures pour réduire le coût de la construction de routes et de ponts tout en garantissant la qualité des projets.** Un projet de réglementation a été soumis au gouvernement par le ministère des travaux publics et des transports, qui encadrerait davantage les procédures à suivre pour la réalisation de projets de travaux publics. Les développeurs seraient ainsi dans l'obligation de fournir une première proposition, puis de réaliser une étude de faisabilité et de soumettre leurs plans et leur offre en réponse à un appel d'offres. Le projet suggère également des standards en matière de prix, auxquelles les autorités pourraient se référer lors des appels d'offres.